Burundi : le pouvoir organise une contre-manifestation "pour la paix"

@rib News, 28/02/2015 â€" Source AFP Une foule immense a participé samedi à Bujumbura à une manifestation "pour I paix" organisée par le pouvoir, qui en a profité pour accuser l'opposition, ainsi qu'une partie de la société civile et des médias, de ramener le pays sur le chemin de la guerre. Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale burundaise, a-t-on constaté (photo). Mais le pouvoir a aussi mobilisé dans d'autres communes du pays. Ces rassemblements sont un nouveau témoignage des tensions grandissantes au Burundi à l'approche d'une présidentielle-clé prévue en juin. Ils font écho à la manifestation monstre qui a accueilli mi-février la sortie de prison directeur de la trÃ"s populaire radio RPA, Bob Rugurika, réputée proche de l'opposition et qui était elle-même un message clair au pr©sident Pierre Nkurunziza pour qu'il ne se repr©sente pas. "Nous sommes ici pour d©noncer tous ceux qui veulent nous ramener dans la guerre, tous ceux qui veulent organiser des soulA vements populaires", a lancA© le Maire de Bujumbura, SaÃ-di Juma, à la foule, dénon§ant "certaines radios qui ont appelé les Burundais au soulA vement". Les tensions croissantes au Burundi, petit pays d'Afrique des Grands Lacs A l'histoire postcoloniale marquée par des massacres interethniques et une longue guerre civile, se cristallisent de plus en plus autour d'une éventuelle nouvelle candidature du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005. L'opposition et la société civile, pour qui la Constitution interdit au président de briguer un troisià me mandat, sont décidées à lui faire barrage. Le camp du chef de l'Etat, qui réfute l'argument constitutionnel, semble vouloir tout mettre en oeuvre pour sa réélection. Deux camps déterminés Samedi, la déclaration du Maire de Bujumbura - un texte préparé par le gouvernement et envoyé à toutes les communes mobilisées - faisait clairement allusion aux principales radios privées du pays, Ã l'opposition radicale et à la société civile indépendante, bêtes noires du pouvoir. "Nous demandons désormais aux forces de l'ordre et A l'administration de faire respecter la loi en empAachant l'organisation de toute manifestation non autorisée par l'administration", a exhorté M. Juma. Officiellement, la manifestation de samedi devait rallier dans un premier temps le rond-point des Nations Unies A la place de l'IndA©pendance, sur un parcours long de trois kilomA"tres, mais ce parcours a été modifié à la dernià re minute pour faire passer les manifestants devant la RPA. La police du Burundi n'a pas fait de décompte, mais les manifestants ont défilé pendant une vingtaine de minutes en rangs serrés Ã travers les rues de la capitale, a constaté un journaliste. "Nous n'avons rien à envier à ceux qui se sont soulevés derniA rement pour dA estabiliser la paix et la dA emocratie dans ce pays. Nous sommes plus nombreux qu'eux et (...) nous allons les chasser des rues s'ils y reviennent", a menaçé Hamza Venant Burikukize, secrétaire aénéral d'une plateforme d'ONG proches du pouvoir. Selon des sources A la mairie de Bujumbura, les autoritA©s "ont mis tout le paquet pour mobiliser les habitants". Des dizaines de bus en provenance de la pA@riphA@rie de Bujumbura sont arrivA@s bondA@s samedi à l'aube. Les éIà ves de nombreuses écoles secondaires ont reçu l'ordre de participer à la manifestation et des taxis-motos et taxis-vélos disent avoir été payés pour y prendre part. Le long du cortà ge, de nombreux militants du parti au pouvoir (CNDD-FDD) se sont dit prÃats à en découdre si d'autres manifestations étaient organisées contre un troisiÃ"me mandat du président. "Nous sommes déterminés à défendre la démocratie, nous irons dans la rue pour el chasser tous ces gens qui refusent une compétition démocratique", assure Abraham, un jeune militant du parti. "Nous allons les combattre de toutes nos forces, et nous vaincrons". La société civile et l'opposition burundaise ont dénoncé, dans les manifestations de samedi, "une manipulation orchestrée par le parti au pouvoir". Mais "ces gens ne nous font pas peur, cette tentative de démonstration de force ne va pas nous empÃacher de descendre dans la rue pour contraindre Nkurunziza à renoncer à son projet s'il essaie de briguer un nouveau mandat", a déclaré Léonce Ngendakumana, président de l'ADC-Ikibiri, l'une des deux principales coalitions d'opposition.